

Vous avez dit collaboration ?

Pendant que les bases syndicales se battent contre la régression sociale tous azimuts et notamment contre la casse de l'industrie et les délocalisations, au sommet, on ne parle plus que syndicalisme d'accompagnement, gestion, intégration aux institutions du dialogue social, négociations à froid, ...

Pour ceux qui doutent encore du glissement de la CGT sur des bases d'accompagnement et de gestion de la crise, il n'y a qu'à voir les prises de position progressives engagées dans la dernière période et le développement d'organismes travaillant de concert avec les structures gouvernementales et patronales ; c'est l'heure des experts de tous bords que l'on retrouve dans les organisations prêchant une accélération du moule Européen.

Après le cas de JC Le Duigou, membre de la Commission de Régulation de l'Energie chargée entre autres de veiller « à ce que les conditions d'accès aux réseaux d'électricité et de gaz naturel n'entravent pas le développement de la concurrence », le FSC communique quelques éléments concernant le groupe Alpha.

Documentation : Roger Silvain , président du Front Syndical de Classe

1°) La "double casquette" du Groupe Alpha

Par Nolwenn Le BLEVENNEC - Le Journal du Dimanche

Cet été, deux entreprises affichent une mine rayonnante. D'un côté Sodie Emploi, cabinet spécialisé dans le reclassement des salariés, qui conseille les dirigeants d'entreprise. Son chiffre d'affaires a progressé de 40% au premier trimestre, selon Les Echos, et il recrute massivement depuis le 1er janvier. Sodie Emploi s'occupe, entre autres, du reclassement des papeteries PSM (Oise) et Lédar (Ariège) ou des 3 Suisses, à Roubaix (Nord).

De l'autre côté, Secafi, spécialisé dans l'audit des plans sociaux, qui travaille pour le compte des comités d'entreprise (CE). L'activité de ce cabinet est également florissante : en ce moment, plus de 200 plans sociaux ont lieu tous les mois en France, un record. "Très proche de la CGT, Secafi est présente dans plus de la moitié des dossiers", estime un expert du secteur. Or ces entités, Sodie Emploi et Secafi, appartiennent en fait au même groupe : Alpha.

Sur le terrain social, très mouvant aujourd'hui, ce positionnement unique agace de plus en plus. Alors que ses concurrents sont spécialisés dans le conseil aux comités d'entreprise - notamment Syndex ou Legrand Fiduciaire - ou l'accompagnement des directions - comme BPI ou Altedia -, le groupe Alpha est accusé de jouer double jeu, certains pointant le conflit d'intérêt. Dans les faits, lorsque la CGT est puissante au sein des CE, Secafi est très souvent choisie comme cabinet d'audit. Les dirigeants d'entreprise seraient alors tentés de faire appel à sa soeur jumelle, la Sodie, pour acheter la paix sociale : "La CGT a un rôle de consultation. Pour les reclassements, elle soutient la Sodie et les dirigeants cèdent pour éviter les problèmes", explique un expert dans un cabinet concurrent. Lesquels ? Sur le blog des salariés de Gandrange [en fait le blog de la CFDT de Gandrange, donc pas vraiment neutre NDIR], on trouve ce témoignage d'un salarié d'une entreprise en région parisienne : "La Sodie, non contente d'avoir perdu le contrat, a utilisé l'antenne locale de la CGT d'Evry pour inciter les gens à ne pas se rendre aux rendez-vous de reclassement."

Certains pointent un conflit d'intérêt

Aux 3 Suisses, un plan de sauvegarde pour l'emploi (PSE) visant à supprimer 674 postes est en cours. Comme cela arrive souvent, Secafi et Sodie travaillent main dans la main. Mais une responsable cégétiste, Fatiha Bouzaoui, dément toute complaisance : "La CGT n'a jamais poussé pour que l'on choisisse la Sodie. Sa présentation était juste la meilleure, c'était la plus spontanée. A ma connaissance, il n'y a pas de manipulations." Pierre Ferracci, le PDG de Groupe Alpha et actionnaire majoritaire, réfute également ces accusations. Selon lui, il est parfaitement complémentaire de préserver des emplois menacés lorsque c'est possible et de faciliter la reconversion des salariés lorsqu'il n'y a pas d'autre solution.

En 2008, Pierre Ferracci a également participé à un groupe de travail pour le compte de l'Elysée, sur le thème de la formation professionnelle, et à la commission Attali sur la libéralisation de la croissance. **Vendredi, Sodie Emploi a encore réussi un gros coup. Le cabinet devrait être le principal bénéficiaire de l'opération de sous-traitance privée de la gestion des chômeurs opérée par Pôle Emploi. Il se voit attribuer le suivi de 22% des 320 000 demandeurs d'emploi concernés.**

2°) Le groupe Alpha



Communiqué de presse

Depuis le 1^{er} janvier 2009, le Groupe ALPHA s'organise autour de deux Branches : Secafi et Sémaphores

En 25 ans, le Groupe ALPHA a fait évoluer son métier historique d'assistance des CE et CHSCT pour investir tous les champs de la chaîne de l'emploi. Tout en confortant sa démarche originelle, il s'est considérablement diversifié, a su mettre en place de nouvelles méthodes de travail pour favoriser des pratiques socialement responsables dans la gestion de l'emploi et un dialogue social de qualité.

Aujourd'hui, le Groupe occupe une place unique et intervient auprès de tous les acteurs du dialogue social et territorial.

Le Groupe ALPHA s'organise désormais en deux Branches :

- **Secafi** : Expertise, Conseil et Accompagnement des CE et des CHSCT
 - ▶ Anticipation et diagnostic d'entreprise
 - ▶ Accompagnement des représentants des salariés lors de restructurations industrielles et de mutations économiques
 - ▶ Conseil, expertise et prévention pour la qualité de vie au travail
- **Sémaphores** : Expertise, Conseil et Accompagnement des entreprises et des territoires.
 - ▶ Action économique locale
 - ▶ Projets de territoires
 - ▶ Développement durable
 - ▶ Reclassement, placement et conseil RH
 - ▶ Revitalisation de territoires et conseil aux collectivités locales
 - ▶ Audit et expertise comptable

Le 10 mars prochain, le Groupe ALPHA fêtera ses 25 ans, l'occasion de franchir une nouvelle étape et d'innover encore pour mieux répondre aux nouveaux enjeux de la société : crise planétaire, contexte économique fragile et imprévisible, transformation du paysage syndical...

Le Groupe ALPHA en quelques dates

- **1983** : Création de Secafi ALPHA
- **1985** : Développement des expertises CHSCT
- **Années 1990** : Alternatives économiques et accompagnement social des restructurations
- **2000** : Entrée dans le capital d'Adexi, Cabinet d'expertise comptable auprès des SEM
- **2001-2002** : Développement des missions Conduite du changement / accords de méthode pour des restructurations négociées
- **2002** : Prise de participation minoritaire, puis majoritaire (en 2004), dans Sodie
- **2005** : Acquisition de Philippe Laurent Consultants
- **2008** : Acquisition de Sofirem et de Sémaphores
- **2009** : Réorganisation du Groupe ALPHA autour de deux Branches.

Pour en savoir plus
Caroline OLIVIER, Responsable Communication
Groupe ALPHA
Tél. : 01 53 62 70 63
c.olivier@groupe-alpha.com

Lundi 26 janvier 2009

Le PDG Pierre Ferracci

Cet ancien économiste du CE et CCE Chausson dans les années 75 monta ensuite son propre cabinet « Secafi » pour devenir le cabinet officiel de la CGT. Elargissant son champ d'action avec l'appui de la Cgt, il créa le groupe alpha pour lequel il a récupéré plusieurs anciens économistes du CCE Renault comme Pascal Nonat (qui devint économiste de la Fédé Cgt métaux à l'époque où celle-ci était dirigée par Jean-Louis Fournier pour rejoindre ensuite le cabinet Secafi.

Parmi les anciens économistes du CCE Renault figure également Mireille Battut, directrice département international d'ALPHA, ou Sonia Hacquemand.

Le groupe Alpha et Secafi n'embauchent plus de militants Cgt ou de jeunes économistes marqués "lutte de classe". Le groupe alpha s'est rapproché de l'Elysée et a obtenu 22% du marché privé chargé de concurrencer le secteur public pour les chercheurs d'emploi l'article du journal du dimanche est riche d'enseignement de Sarko félicitant publiquement B. Thibault pour sa gestion des luttes pour le premier semestre au rapprochement des secteurs de la confédération avec le Medef et le pouvoir ce n'est plus un fil à la patte mais un véritable cordage.

Autour du groupe Alpha s'est tissée une toile d'araignée spécialisée dans l'accompagnement du déclin comme le montre l'article de Libération de juin 1995 :

« La reconversion de la Sodie, filiale antichômage. Elle vend désormais son expérience dans le reclassement hors d'Usinor-Sacilor.

« Je vous demande de prendre toutes les dispositions pour que la Société pour le développement de l'industrie et de l'emploi (Sodie) poursuive pour une durée indéterminée ses opérations de réindustrialisations, et particulièrement en Lorraine. » Signé. Alain Juppé.

En envoyant cette lettre hier matin au patron d'Usinor-Sacilor, Francis Mer, le Premier ministre a fourni un véritable décontractant aux organisations syndicales du groupe.

Non seulement il confirme la mission sociale de la filiale du groupe, mais il remet le couvert pour les salariés nés en 1942 en autorisant les «retraites progressives d'activité», les fameuses RPA dont Francis Mer cherchait à se débarrasser. Alain Madelin, ministre de l'Économie et des Finances a renchéri un peu plus tard en précisant que l'Etat prend «l'engagement d'accompagner l'entreprise dans un plan spécifique, si retournement de conjoncture il devait y avoir. Pas de privatisation sans volet social, c'était promis. C'est fait,

La Sodie, filiale à 100% d'Usinor-Sacilor, va donc pouvoir poursuivre et même renforcer son action en faveur de la réindustrialisation des zones sinistrées, et continuer à reclasser des sidérurgistes. Même si ces derniers sont moins nombreux aujourd'hui, il reste toujours quelque chose à faire dans ce domaine.

Née lors de la réunification d'Usinor et de Sacilor en 1987, la Sodie est l'héritière des sociétés (Sodilor pour la Lorraine, Sodicar pour les Ardennes, Somideve pour le Midi, etc.) mises en place par le gouvernement Mauroy en 1983 afin d'aider les régions éprouvées par le déclin de la sidérurgie à recréer des emplois. Douze ans plus tard, il reste encore du pain sur la planche pour effacer les traces des 100.000 postes de travail disparus dans le secteur,

A Longwy, par exemple, il ne reste que 600 sidérurgistes sur les 24.000 qui travaillaient en 1983,

La Sodie a pris le relais, tout en élargissant son rayon d'action. «Nous avons la conviction que c'est un marché fantastique», s'enthousiasme le PDG Jacques Périès, qui rêve de développer sa société (130 millions de francs de chiffre d'affaires) au rang d'une véritable entreprise avec sa clientèle.

Depuis deux mois, la Sodie, qui emploie 260 personnes réparties dans 11 agences et 26 bassins d'emploi, a commencé à s'attaquer à la réindustrialisation des quartiers nord de Marseille. Objectif: attirer des entreprises dans cette zone difficile en leur prêtant l'argent nécessaire, à des taux de 5 ou 6% sur dix ans, sans d'autre garantie que celle de l'étude de leur dossier. Même chose à Roubaix ou à Lorient. Depuis un an et demi, à la demande du ministère de la Défense, la Sodie s'est engagée, moyennant une aide de 30 millions de francs par an, à créer 1.800 emplois.

Dans sa lettre d'hier, Alain Juppé a d'ailleurs fermement rappelé qu'il souhaitait que le retour de ces prêts (120 millions de francs par an) soit totalement réaffecté à la réindustrialisation.

La mission de la Sodie ne s'arrête pas là: depuis 1990, elle prend également en charge la reconversion de ses propres salariés qui quittent le groupe, Depuis, 4.500 sidérurgistes, volontaires ou «notifiés», c'est-à-dire victimes d'une restructuration (50% cette année), en ont profité. Chacun bénéficie des garanties Sodie: propositions de contrats à durée indéterminée uniquement, compensation durant cinq ans en cas de perte de salaire et assurance d'un nouveau reclassement si un licenciement économique survient deux ans après leur départ. Après dix-sept ans passés dans le groupe en moyenne. 42% de ces «reclassés» se sont dirigés dans les services. Expertisée tous les ans par le cabinet Secafi Alpha à la demande du comité de groupe, l'activité de la Sodie serait cependant moins performante que par le passé, du fait de la montée de la précarité et des contrats à durée déterminée. Pis, elle serait en tram de se tasser.

*Mais forte de son expérience, la Sodie échange maintenant du personnel avec l'ANPE, démarre une mission de reconversion pour des chômeurs de longue durée, travaille pour d'autres entreprises (Perner, Digital, Coca-Cola...) et fait désormais payer sa maison mère pour ses services. Cette dernière, qui captait 80% de l'activité de la Sodie, ne devrait plus représenter que 25% en 1996. Bref, la société se **transforme en cabinet professionnel du traitement du chômage**. «La Sodie est exactement dans l'axe des préoccupations du gouvernement", se réjouit Jacques Pènes. Sur le terrain social, la filiale d'Usinor-Sacilor a bien l'intention d'émettre une foule de suggestions au gouvernement. Elle souhaite par conséquent, sans se détacher du groupe, que l'Etat prenne une participation dans son capital. »*

<http://www.liberation.fr/evenement/0101145100-la-reconversion-de-la-sodie-filiale-antichomage-elle-vend-desormais-son-experience-dans-le-reclassement-hors-d-usinor-sacilor>

Aujourd'hui, le groupe Alpha est un acteur incontournable de la collaboration Etat-Patronat-Directions syndicales. Voir ci-dessous des extraits des actes d'un de ses récents colloques (mars 2009) (http://25ans.groupe-alpha.com/uploads/File/Actes_ColloqueAlpha%2018052009.pdf) :



>Débat de clôture

La crise et son impact sur le modèle social : quelles évolutions des relations sociales dans les entreprises ?

À l'aune de la crise, esquisse d'un dialogue social revisité

A débat très attendu, questions radicalement inédites. L'occasion est précieuse, qui chahute quelques certitudes sur fond de vivifiantes joutes oratoires.

Profiter des périodes de baisse d'activité de l'entreprise pour former les salariés, voilà une opportunité massivement plébiscitée par les intervenants. Ainsi, l'UIMM a été particulièrement active ces dernières semaines pour bâtir un dispositif efficace conciliant chômage partiel et formation, rapporte son président **Frédéric Saint-Geours**. Oui aux dispositifs intelligents plutôt qu'aux licenciements, approuve pour sa part le secrétaire d'Etat chargé de l'Emploi, **Laurent Wauquiez**. La pertinence des actions de formation fait incontestablement écho, surtout à l'évocation des salariés les plus fragiles, fréquemment exclus de la formation. Pierre Ferracci l'a pointé, les entreprises ont encore des efforts à accomplir en la matière. Il n'en demeure pas moins,



François Chérèque, secrétaire général de la CFDT



Frédéric Saint-Geours, président de l'UIMM



Laurent Wauquiez, secrétaire d'Etat chargé de l'Emploi

et **François Chérèque**, secrétaire général de la CFDT, le souligne à l'envi, que la formation professionnelle est tout de même à l'origine de deux accords interprofessionnels. Un phénomène suffisamment rare en France, sourit-il.

Retour à l'essentiel

L'enjeu, aujourd'hui, est indiscutablement l'emploi. « Une entreprise qui se sépare de ses salariés, c'est un triple drame », dit Frédéric Saint-Geours, « pour le salarié, pour l'entreprise, pour son dirigeant ». Bernard Thibault exprime pourtant une inquiétude face aux « entreprises [qui] cherchent à justifier des mesures de licenciement, voire de fermeture, injustifiables », aussitôt battue en brèche par Frédéric Saint-Geours : « les chefs d'entreprise qui prennent du plaisir à licencier ne sont pas si nombreux que cela ».

Le secrétaire général de la CGT observe pourtant « le report sur les salariés des éléments d'insécurité et de flexibilité », rejoint par Bernard Van Craeynest. Le président de la CFE-CGC le déplore en effet, la masse salariale constitue la seule variable d'ajustement.

« Si l'on veut préserver l'économie et l'industrie, le capital est dans l'humain, et c'est là qu'il faut investir »
Laurent Wauquiez, secrétaire d'Etat chargé de l'Emploi

« Les salariés comprennent bien que, dans une crise de compétition internationale, le salarié mieux formé est plus fort »
François Chérèque, secrétaire général de la CFDT

« Notre pays a besoin d'un paritarisme de décision et de gestion. Ce n'est possible que si le paritarisme est modernisé »
Frédéric Saint-Geours, président de l'UIMM

« Ceux qui restent le plus longtemps dans une entreprise, ce sont le plus souvent les salariés »
Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT

« Changements de marchés, tensions capitalistiques, nos collègues cadres sont toujours en première ligne, entre le marteau et l'enclume »
Bernard Van Craeynest, président de la CFE-CGC

« La meilleure façon de faire rebondir un salarié au chômage, c'est de l'avoir formé auparavant »
Pierre Ferracci, président du Groupe Alpha



Sur les moyens de sortir de la crise, ne faut-il pas dépasser les seules problématiques de relance par l'investissement ou par la consommation, suggère **Pierre Ferracci**. Pour s'attacher à des priorités plus fondamentales, dans ce contexte où « des salariés et des demandeurs d'emploi entrent aujourd'hui dans la pauvreté ». Il faut les aider, ajoute le président du Groupe Alpha. Pierre Ferracci considère ainsi, comme ses invités, que le fonds d'investissement social et le fonds de sécurisation des parcours professionnels sont de bonnes idées. Il préconise de bannir les systèmes qui contribuent à déqualifier le salariat, dénoncés un peu plus tôt par François Chérèque. « Nous allons aider les gens à se former, à trouver un emploi, à consommer » et les entreprises retrouveront le chemin vertueux de la croissance.

Vous avez dit GPEC* ?

Laurent Wauquiez avoue tirer une première leçon de la crise, « personne ne peut isolément faire bouger les lignes, chacun dispose d'une partie du maillon ». Il serait également plus judicieux aux yeux du secrétaire d'Etat de permettre à la politique de l'emploi d'agir en amont de l'accident de parcours professionnel,

Extraits d'interviews vidéo :

« **La crise, ce n'est pas le temps de chacun pour soi, mais le temps de un peu plus ensemble** »

Gérard Larcher, président du Sénat et co-président de la mission pour la flexicurité

« **Quand il y a confiance mutuelle, on peut décriper les situations** »

Renate Hornung-Draus, présidente du groupe de travail sur l'Emploi, Business Europe

« **La crise est une opportunité pour les syndicats d'être pris en considération** »

John Monks, secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats

« **Il va falloir reconstituer dans les entreprises un capital social et humain** »

Daniel Cohen, économiste, professeur des universités à l'ENS

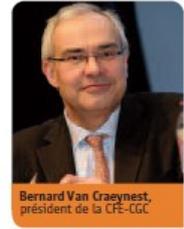
* Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences



et non en « pompier ». Le secrétaire d'Etat définira également sa « pierre fondatrice de la politique gouvernementale » : une formation professionnelle qui se présente en ordre de bataille, plutôt que « la tête à l'envers » comme actuellement. Si l'ANI du 7 janvier 2009 lui apparaît comme un très bon accord, Laurent Wauquiez se révèle autrement plus sévère, voire définitif, à l'égard de la GPEC : « on n'en a pas, en France ». Il parle d'absence totale d'anticipation, de myopie sidérante. Pierre Ferracci acquiesce, la GPEC souffre d'être trop connectée aux enjeux de restructuration, quand il faudrait la relier à l'enjeu de formation.



Pierre Ferracci, président du Groupe ALPHA



Bernard Van Craeynest, président de la CFE-CGC



Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT

Une gouvernance à revisiter

Tous les intervenants en appellent à un dialogue social amélioré. La gouvernance de l'entreprise est un élément central, dit François Chérèque, et Frédéric Saint-Geours sourit, faussement ennuyé d'abonder dans le sens du secrétaire général de la CFDT.

« La régulation sociale qui sort de cette crise, c'est davantage de gouvernance », souligne-t-il. **Bernard Van Craeynest** dénonce ces conseils d'administration devenus simples « chambres d'enregistrement » de décisions prises ailleurs. La voix des représentants des salariés doit s'exprimer un peu plus en amont, et **Bernard Thibault** aspire à une présence dans les « instances de décision stratégique ».

Pierre Ferracci s'interroge, le comité d'entreprise est-il le lieu du débat stratégique anticipé ? Le conseil d'administration ne doit-il pas être également un lieu qui permettra aux représentants du personnel de mieux faire entendre leur voix ? Nul n'oublie par ailleurs la proportion massive de salariés non représentés. Plus d'un salarié sur deux n'a pas d'élections professionnelles, Bernard Thibault l'a rappelé.



Aux réunions de dirigeants et militants CGT, ce sont d'abord ces experts qui donnent le "la" directement dans les documents préparatoires.

Dans la dernière période, à petites doses progressives, les analyses de la CGT sont déterminées non plus sur une analyse de classe, mais par des cabinets extérieurs dont les grands groupes industriels tirent les ficelles comme Sacilor.

Exemple le 13 septembre 2003 Aux assises de l'emploi industriel organisées par la FTM -CGT en partenariat avec ALPHA ETUDES



POUR LE DEVELOPPEMENT
DE L'INDUSTRIE
ET DES EMPLOIS DE LA METALLURGIE



Avec la contribution
du GROUPE ALPHA



Dans ce document, il était déjà écrit :

« Une partie de la prétendue « désindustrialisation » n'est en fait que le reflet de l'intégration croissante des services et de l'industrie, comme cela avait d'ailleurs été souligné dans le rapport 2001/2002 de la Commission Permanente de Concertation pour l'Industrie (CPCI) dans laquelle siège, entre autres, D. Gautier-Sauwagnac Délégué Général de l'UIMM.

Dans de nombreux domaines, la demande est de moins en moins orientée vers le simple produit industriel stricto sensu mais de plus en plus vers le produit et les services qui lui sont associés.

Par exemple, dans l'aéronautique, les motoristes ne livrent plus simplement un moteur d'avion, mais vendent des heures de vols aux compagnies aériennes clientes. On assiste au même phénomène dans l'automobile et l'informatique.

Cette évolution a des conséquences majeures sur la nature des emplois. »

3°) Confrontations-Europe

Comme par hasard, les dirigeants d'ALPHA mijotent leurs analyses dans l'organisation « confrontations» d'Herzog, avec Le Duigou, les PDG et dirigeants d'entreprises, les Rocard et compagnie, tous sont des farouches défenseurs de l'Europe supranationale. Les dirigeants d'ALPHA qui se retrouvent aussi dirigeants de « confrontation » développent cette même ligne de soumission : Tous ont milité pour le Oui au référendum et tous impulsent les orientations désastreuse de la CGT pour mieux calquer celles de la CES et bien évidemment leur leader John Monks, secrétaire général de la Confédération européenne des Syndicats (CES) qui appelle à la création d'une nouvelle alliance sociale qui unirait les syndicats au monde des affaires et aux gouvernements afin de contrer l'orgie auto-destructrice des marchés financiers.

<http://www.confrontations.org/> : « Créée en 1992, Confrontations Europe est une association non partisane qui réunit des dirigeants d'entreprises, des syndicalistes, des acteurs territoriaux, associatifs et politiques, des intellectuels et des étudiants de plusieurs pays d'Europe, autour d'un engagement : **la participation active de la société civile à la construction de l'Europe.**

L'association s'est beaucoup développée. Elle est devenue un réseau large de citoyens et d'acteurs européens, un think tank européen reconnu à Bruxelles, et un lobby actif auprès des institutions. »

Conseil de direction de Confrontations-Europe

Le Conseil de direction est concerté régulièrement sur les grandes orientations de l'association proposées par le Conseil d'Administration, et débattues par l'Assemblée générale.

Les membres du Conseil de direction

Jean-Paul Bailly, Président du groupe La Poste

Michèle Debonneuil, membre du Conseil d'Analyse Economique

Jacky Fayolle, Directeur du Groupement d'Intérêt Economique DIAL, Développement, Institutions et

Analyses de Long terme

Claude Fischer, Secrétaire Générale de Confrontations Europe

Jean Gandois, Vice-Président du Conseil d'Administration de Suez

Philippe Herzog, Président fondateur de Confrontations Europe

Alain Lamassoure, Membre du Parlement européen

Jean-Christophe Le Duigou, Secrétaire national à la CGT

Jacques Maire, Directeur des Affaires européennes, groupe AXA

Francis Mer, Président de SAFRAN, ancien ministre de l'économie, des finances et de l'industrie

Michel Pébereau, Président du Conseil de surveillance de BNP-Paribas

Jean Peyrelelade, ancien Président du Crédit Lyonnais

Franck Riboud, Président Directeur Général du Groupe DANONE

Jean-François Trogrlic, ancien Secrétaire national de la CFDT, Directeur du BIT à Paris

CONFRONTATIONS EUROPE

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

LES MEMBRES DU BUREAU

- ▶ Président fondateur : Philippe HERZOG
- ▶ Présidente : Claude FISCHER
- ▶ Trésorière : Elisabeth WOLF

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

- ▶ Nicole ALIX, Directrice de la communication, Crédit coopératif.
- ▶ Jean-Paul BAILLY, PDG de la Poste
- ▶ Mireille BATTUT, Dir Développement International, Groupe Alpha
- ▶ Philippe BERTRAN, Inspecteur Général, France Télécom.
- ▶ Jean-Joseph BOILLOT, Economiste.
- ▶ Jean-Claude BOUAL, Secrétaire Général, CELSIG.
- ▶ Jean-Pierre BRARD, Député.
- ▶ Martine BURON, Conseillère Municipale, Châteaubriant
- ▶ Emmanuelle BUTAUD-STUBBS, Directrice des Affaires économiques et internationales, UIT.
- ▶ Laurent CATENOS, Directeur des affaires européennes, EDF.
- ▶ Georges CHABERT, Affaires publiques, GDF SUEZ
- ▶ Julie COUDRY, Directrice générale, La Manu
- ▶ Thierry DE BRESSON, Directeur stratégique Energie à ALCAN.
- ▶ Nicolas DELESQUE, Secrétaire général, AFEV
- ▶ Marc DELUZET, Secrétaire Confédéral, CFDT.
- ▶ Michel DERDEVET, Directeur de la communication et des relations extérieures, RTE
- ▶ Elvire FABRY, Chercheur, Fondation pour l'Innovation Politique.
- ▶ Jacky FAYOLLE, Directeur adjoint du centre études et prospective, Groupe Alpha.
- ▶ Sylvie GOULARD, Présidente du Mouvement européen France.
- ▶ Hervé GOURIO, Entreprises et Progrès.
- ▶ Dominique GRABER, Déléguée aux Affaires européennes, BNP Paribas.
- ▶ Marcel GRIGNARD, Secrétaire national, CFDT
- ▶ Ghislaine HIERSO, Directrice, Veolia Propreté.
- ▶ Claude-Olga INFANTE, Comité de rédaction des Cahiers européens d'Houjarray.
- ▶ Emmanuel JULIEN, Directeur Adjoint des relations sociales, Medef.
- ▶ Guillaume KLOSSA
- ▶ Alain LAMASSOURE, Député européen
- ▶ Patrice LAMBERT DE DIESBACH, Directeur Analyse financière au CM CIC Securities.
- ▶ Jean-Christophe LE DUIGOU, Secrétaire national, CGT.
- ▶ Laurence LEMOUZY, Revue Pouvoirs Locaux, Institut de la Décentralisation
- ▶ Martine LEVY, Chargée des Affaires économiques, Ministère de l'Outre-Mer.
- ▶ Nathalie LHAYANI, Représentation de la Caisse des Dépôts auprès des Institutions européennes.
- ▶ Babette NIEDER, Secrétaire Générale, Génération Europe 21.
- ▶ Jean PEYRELEVADE, Président, Toulouse et Associés.
- ▶ Jean-Pierre PIAU, Gérant de société.
- ▶ Evelyne PICHENOT, Présidente de la délégation UE, CES.
- ▶ Michel ROCARD, Député européen.
- ▶ Simon RONAI, Urbaniste.
- ▶ Michel SAINT-BOIS, Maire Adjoint, Blanquefort.
- ▶ Henri THOME, Délégué Général Europe, Bouygues.
- ▶ Noëlle URI, Economiste.
- ▶ Laurent ZIBELL, Ingénieur des mines.

La Présidente de Confrontation, Claude Fischer est aussi grande dirigeante du groupe ALPHA tout comme Mireille Battut.